



Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr

# kaléidoscope

## Dans ce numéro

### DEFIS MONDIAUX

- Eau / Conflits
- SIDA

### GEOGRAPHIES

- Zimbabwe
- Afghanistan

### ORGANISATIONS

- CEDEAO
- OTAN

**DEBATS SUR L'AIDE** ■ A Farewell to ALMS ■ Empirical Evidence on the New International Aid Architecture ■ Financer le risque : un nouveau projet de coopération internationale. La couverture des risques pour accéder à des ressources financières : l'expérience du Fonds international de garantie (FIG)

**A NE PAS MANQUER** ■ Les mondes chiites et l'Iran ■ Evaluation de l'impact sur le développement durable des accords de partenariat économique UE-ACP ■ La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?

## Editorial

# Une avancée médicale majeure

**Un Journal médical britannique affirmait que l'avancée médicale la plus significative de ces cent dernières années résidait dans l'invention de la chasse d'eau.**

Ainsi, la généralisation de l'assainissement au Royaume Uni a contribué à rallonger de quinze ans l'espérance de vie. Or, cela s'est passé dans les années 1880, soit il y a un peu plus d'un siècle seulement.

Nous nous sommes si vite habitués à cet élément de confort que nous l'avons banalisé et avons perdu de vue cette évidence : l'accès à l'eau potable et l'assainissement est fondamental au développement humain.

Pourtant plus d'un milliard d'êtres humains n'a pas accès à l'eau potable et la moitié de la population des pays en développement n'a pas accès à un assainissement digne de ce nom.

Sait-on que 443 millions de jours d'école sont perdus chaque année en raison de maladies liées à l'eau ?

Que les foyers africains consacrent en moyenne 26 % de leur temps à chercher de l'eau ?

Que l'agriculture compte pour environ 80 % de la consommation d'eau mondiale ?

Que le manque d'hygiène est la principale cause de la diarrhée qui fait mourir plus de 5 000 enfants par jour dans le monde ?

Que chaque fois qu'un individu d'un pays développé tire la chasse, il consomme plus d'eau que ce qu'un individu d'un pays en développement utilise par jour pour boire, manger et se laver ?

### Adapter l'aide aux besoins

Dans le contexte actuel de questionnement sur l'efficacité de l'aide au développement et tandis que l'on s'interroge notamment sur la manière d'adapter cette aide aux besoins des populations, il est temps de prendre conscience de l'urgence des questions relatives à l'eau et l'assainissement et de recentrer les efforts sur les besoins essentiels.

A cet égard, l'Assemblée générale des Nations Unies a fort opportunément déclaré l'année 2008 l'Année internationale de l'assainissement. En conséquence, la Journée mondiale de l'eau, qui sera célébrée cette année le jeudi 20 mars, mettra en relief les questions d'assainissement.

Il a été estimé que pour atteindre les Objectifs du Millénaire relatifs à l'eau et l'assainissement à l'horizon 2015, il faudrait y consacrer 5 milliards de livres sterling supplémentaires par année, c'est-à-dire la moitié du montant que dépensent les pays riches en eau minérale chaque jour...

# Défis mondiaux

## Eau/Conflits

### L'ouvrage

#### **Eau et paix au Moyen-Orient : la mer à boire : une solution durable ?**

Gouba, A. ; Haller, N. ; Lemasson, K. ; Menger, L., 2007, 137 p.

L'accès à l'eau représente un des plus grands défis planétaires. Face aux enjeux humains, économiques et politiques qu'une telle situation sous-entend, des solutions nouvelles doivent être imaginées. En analysant le cas de l'usine de dessalement d'Ashkelon en Israël, les auteurs tentent de déterminer si cette réponse peut être réellement considérée comme une voie d'avenir durable face au problème de stress hydrique dans une région sous tension.

### Le rapport web

#### **Urban Water Conflicts: an Analysis of the Origins and Nature of Water-Related Unrest and Conflicts in the Urban Context**

UNESCO, 2006, 188 p.

Certains conflits ou malaises dans les milieux urbains sont liés aux problèmes de l'approvisionnement et de la distribution de l'eau. La difficulté de réfléchir à cette question, en milieu urbain, provient du fait de l'amalgame qui est fait de contextes différents, selon qu'on se situe dans les pays développés ou dans les pays en voie de développement. Si le caractère commercial de la distribution de l'eau est largement admis en Europe, dans les pays où une part significative de la population ne peut pas se permettre de payer les services de l'eau, le débat est intense. Une autre situation, nouvelle celle-ci, implique les villes qui étaient autrefois dans l'ex-Union Soviétique ou sous son influence. Ces villes souffrent de manière dramatique des bouleversements qui ont eu lieu. Il est, aujourd'hui, difficile d'entretenir ou de moderniser leurs infrastructures souvent surdimensionnées (cette situation pourrait également surgir, à long terme, dans les villes des pays développés pour cause de vieillissement de leurs réseaux). Pour un meilleur équilibre dans le rapport ville/nature, il est maintenant

admis qu'il est possible de réduire les coûts associés à l'exploitation de l'eau en utilisant les avancées récentes dans les domaines de la technologie environnementale et les sciences sociales. Toutefois, la gestion territoriale de l'eau pourrait engendrer des conflits. Dans les villes des pays en développement, la difficulté est de gérer de manière collective des réseaux étendus à des voisinages connaissant une grande disparité économique.

### L'article

#### **Ressources en eau : prospective de la rareté. Débat international et spécificités nationales**

Treyer, S., *Futuribles*, n° 336, décembre 2007, pp. 15-37

L'avenir des ressources en eau et les conflits existants ou latents concernant le partage de cette ressource essentielle à la vie humaine, constituent un enjeu majeur des prochaines décennies. *Futuribles* publie ce mois-ci un article de Sébastien Treyer fournissant de nombreux éléments d'analyse prospective s'agissant de la raréfaction des ressources en eau. L'auteur y présente l'évolution du débat international sur la rareté future de l'eau dans une perspective historique et étudie les diverses projections, prévisions, scénarios prospectifs qui font ou ont fait controverse. Quatre phases jalonnent ce débat : une première période centrée sur la notion de stress hydrique national, basée sur les courbes démographiques ; une deuxième phase portant sur la complexité du système de gestion de l'eau et sa vulnérabilité à venir ; une troisième étape prenant en compte la capacité d'adaptation des populations exposées à cette raréfaction possible ; enfin, une quatrième phase traitant la question dans une optique mondiale, par le biais des échanges alimentaires. Sébastien Treyer termine cette analyse par un bref « focus » sur la Tunisie pour présenter un processus national de planification en matière de gestion des ressources en eau. Il conclut en mettant en évidence la présence cruciale des questions d'ordre politique : politique interne avant tout (allocation des ressources, voies de développement...), les enjeux internationaux se révélant parfois secondaires. (*Futuribles*)

# Défis mondiaux

## SIDA

### L'ouvrage

#### Contre la montre : combattre le sida en Afrique

Lewis, S., 2007, 242 p. - Cote ZAF.067

Devant le visage ravagé de l'Afrique actuelle, l'auteur, envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU sur la question du VIH/sida en Afrique, pose les vraies questions : pourquoi l'action des Nations Unies en Afrique est-elle insuffisante, voire néfaste ? Quelles mesures sont à prendre d'urgence pour combattre la pandémie ? Quelles sont les suites des actions entreprises par les diverses institutions internationales ? Selon lui, les politiques négligentes, quasi néo-coloniales, de ces institutions sont en cause dans le désastre généralisé. Fort d'une longue expérience engagée sur le terrain, l'auteur préconise comme solutions l'éducation, l'amélioration de la condition des femmes, la prévention, mais aussi l'accès aux traitements.

### Le rapport web

#### Evaluation du VIH/SIDA en Afrique subsaharienne : projets de transport

DO Sacramento, J. ; Emah, E., 2007

La population active dans le secteur du transport, les travailleurs migrants ainsi que les communautés des zones frontalières, sont en général particulièrement vulnérables au VIH/SIDA. Le secteur Transport de la Banque mondiale met actuellement en oeuvre une approche multisectorielle en matière de lutte contre le SIDA. Le Groupe Transport de la région Afrique pilote des initiatives majeures qui visent à renforcer les programmes nationaux de prévention dans la lutte contre le VIH/SIDA. Ces interventions sont généralement gérées en dehors du secteur du transport. L'un des principaux objectifs est de garantir la pérennité des projets routiers mis en oeuvre par le Groupe Transport. Le Groupe Transport a commencé par incorporer les activités de préventions contre le VIH/SIDA dans ses projets à partir de 2000, et a entrepris cette évaluation afin d'analyser le processus, les résultats et les défis liés à l'intégration des activités de prévention du VIH/SIDA dans le secteur. Il ne s'agit nullement d'une étude d'impact mais plutôt d'une approche visant à déterminer dans quelle mesure ces interventions ont atteint les populations cibles,

### L'AGENDA

- 8 mars 2008 - Journée internationale de la femme
- 11-14 mars 2008 - EASY-ECO, Governance by Evaluation: Institutional Capacities and Learning for Sustainable Development, Vienne, Autriche
- 21 mars 2008 - Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
- 22 mars 2008 - Journée mondiale de l'eau
- 26-28 mars 2008 - Réunion Groupe Experts chargé d'examiner le règlement des télécommunications internationales, UIT, Genève, Suisse
- 27-28 mars 2008 - Changement climatique et responsabilité sociale, FEDERE 2008 : 7ème conférence, Paris, France

les leçons tirées et les perspectives d'avenir, par l'utilisation d'une méthodologie plus flexible.

### L'article

#### Implantation de programmes d'éducation thérapeutique de patients vivant avec le VIH dans quatre pays à ressources limitées. Approche évaluative.

Iguenane, J. ; Marchand, C. ; Bodelot, D. ; Pinosa, C. ; Chambon, J.-F. ; Beauvais, L. ; Gagnayre, R.

Cette étude porte sur les conditions d'implantation de programmes d'éducation thérapeutique concernant les patients vivant avec le VIH, dans 7 structures de soins réparties dans 4 pays à ressources limitées (Maroc, Sénégal, Congo, Cambodge). Les objectifs ont consisté à repérer comment l'éducation thérapeutique était intégrée dans la prise en charge des patients vivant avec le VIH dans ces différents contextes, à apprécier la qualité du processus éducatif et à identifier les éléments favorables à la pérennisation de l'éducation thérapeutique du patient. La méthodologie d'évaluation s'est appuyée sur les critères et indicateurs de qualité d'un programme d'éducation thérapeutique. Les résultats montrent que l'intégration de l'éducation thérapeutique dans chacune des structures évaluées est réelle mais qu'elle varie en fonction d'éléments liés au contexte de soins, aux acteurs de santé et au niveau de reconnaissance institutionnelle de l'éducation thérapeutique. La pérennisation de ces programmes était, au moment de l'étude, assurée par le soutien des coordinateurs de programme auprès des équipes formées et par l'inscription progressive de l'éducation thérapeutique dans les politiques de santé régionales ou nationales.

# Géographies

## Zimbabwe

### L'ouvrage

#### **Le Zimbabwe : aux sources du Zambèze**

Metangmo, V.-M., 2008, 103 p. - **Cote PZW.006**

Cet ouvrage, qui peint comme tant d'autres le funeste tableau politico-social et économique de ce pays africain, ne manque pas de relever au passage la beauté et la magnificence du Zimbabwe, l'intelligence et la bravoure des peuples Shona, Ndebele, etc. Autrefois grand verger, grenier et moteur de l'Afrique australe, le Zimbabwe aujourd'hui offre malheureusement le paysage d'un pays qui se meurt. Victime d'une décolonisation mal amorcée et pas du tout réussie ; victime des politiques des grandes puissances agrippées aux richesses jadis faites injustement sur le dos des peuples africains ; victime enfin de quelques « heroes » de l'indépendance, qui arrivent difficilement à céder ou partager le pouvoir, et à faire entrer avec succès ce grand pays d'Afrique dans l'ère de la mondialisation.

### Le rapport web

#### **FAO/WFP Crops and Food Supply Assessment**

#### **Mission to Zimbabwe**

Food and Agriculture Organization / Programme alimentaire mondial, 2007, 35 p.

Selon ce rapport, plus de 4 millions de Zimbabweens auront besoin d'une aide alimentaire au début de l'année prochaine. Les deux agences spécialisées de l'ONU prévoient qu'au cours des quatre derniers mois de 2007, quelque 2,1 millions de personnes seront confrontées à des pénuries alimentaires du fait à la fois de mauvaises récoltes dans les provinces méridionales et de la pauvreté rampante dans les zones aussi bien urbaines que rurales. Ce nombre devrait atteindre 4,1 millions au cours du premier trimestre 2008, soit plus du tiers de la population du pays estimée à 11,8 millions d'individus. 352 000 tonnes de céréales et 90 000 tonnes d'autres denrées alimentaires seront requises au titre de l'aide alimentaire. Parallèlement à la sécheresse qui a dévasté les cultures dans plusieurs régions, la production alimentaire a souffert

de l'insuffisance des engrais, de la pénurie de carburant, du manque de tracteurs agricoles et de systèmes d'irrigation désastreux. Plus grave, les prix anti-économiques imposés par les autorités ont découragé un grand nombre de paysans d'avoir des excédents de céréales pour la vente. Ces facteurs ont entraîné une baisse des emblavures de 6 pour cent et une réduction notable des rendements moyens à l'hectare. Selon ce rapport, la récolte avril/mai 2007 n'atteindrait que 925 000 tonnes de céréales, dont 799 000 tonnes de maïs et 126 000 tonnes de sorgo/millet, soit une régression de 44 pour cent par rapport à l'année précédente.

### L'article

#### **Situation économique et financière du Zimbabwe : 7ème année de récession**

Troubetzkoy, A., ministère de l'Economie et des Finances et de l'Industrie, 2006, 4 p.

L'économie du Zimbabwe, considérée comme seconde puissance économique d'Afrique australe, a été déstabilisée à la fin des années 1990 à la suite de plusieurs chocs endogènes et exogènes. En 1997, trois événements majeurs fragilisent l'économie nationale : d'une part l'octroi des pensions dédiées aux vétérans de la guerre d'indépendance non budgétés dans les finances de l'Etat. D'autre part, le lancement de la réforme agraire à portée politique démarrant par l'expropriation d'une première liste de fermiers blancs. Enfin la baisse des cours des produits exportés par le pays sous l'effet conjugué de la crise asiatique et de l'annonce faite par les banques centrales européennes de diminuer leurs réserves d'or alors que ce métal représentait, après le tabac, la deuxième ressource de devises fortes du pays. En novembre 1997, le dollar zimbabween connaît sa première forte dévaluation, provoquant une crise monétaire qui se poursuit aujourd'hui. L'engagement dans la guerre de RDC a eu également un effet préjudiciable sur la situation budgétaire. L'article analyse l'évolution récente de la situation et émet les plus vives inquiétudes quant à l'effondrement économique déjà bien entamé et le risque de désordres et de violences.

## Géographies

# Afghanistan

### L'ouvrage

#### **Afghanistan: reconstruction et développement**

Haider, H. ; Nicolas, F., 2006, 262 p. - **Cote PAF.00**»

Et si, enfin, on se penchait sur le « cas » de l'Afghanistan sans taire les vérités dérangeantes ? Ce livre est beaucoup plus qu'un constat. Certes on y trouve un panorama lucide et complet de la situation afghane actuelle, englobant les rappels historiques indispensables pour comprendre le présent : particulièrement, la construction de l'Etat afghan depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Préparer un développement durable pour le pays est l'impératif premier à respecter dans une reconstruction qui restaure des conditions de vie minimales. Données et chiffres, ici, ne sont jamais dissociés du souci et de la perception fine d'une communauté plongée dans une situation catastrophique, mais ne manquent pas d'atouts pour que les Afghans n'occupent plus le triste podium des peuples les plus pauvres de la planète. Car les solutions existent et les auteurs, économistes tous deux, proposent des pistes cohérentes, respectueuses d'une évolution sans excès de hâte, riches d'une connaissance profonde des mosaïques humaines du pays. La population afghane se demande quels sont les objectifs poursuivis par la communauté internationale et le gouvernement afghan. Elle a constaté tout à la fois que des pouvoirs parallèles se sont édifiés avec les aides financières internationales et l'argent de la drogue, et qu'il n'y a pas eu la création des marchés et des emplois promis pour améliorer son bien-être matériel.

### Le rapport web

#### **Afghanistan Opium Survey 2007**

United Nations, 2007, 38 p.

En 2007, l'Afghanistan a vu une augmentation de 17 % par rapport à l'année précédente de ses surfaces cultivées destinées à la production d'opium. qui dépassent désormais la totalité des surfaces consacrées à la production de coca dans l'ensemble des pays d'Amérique latine. La production totale a augmenté de 34 % par rapport à 2006, faisant pratiquement de ce pays le fournisseur mondial exclu-

### L'AGENDA

- 10-11 mars 2008 - 2<sup>ème</sup> symposium international sur les ressources en eau et le développement de l'énergie renouvelable en Asie, Danang, Vietnam
- 11-13 mars 2008 - 2<sup>ème</sup> réunion générale, campagne africaine sur les handicaps et le HIV-SIDA, Kampala, Uganda
- 23-24 mars 2008 – La Chine à l'horizon 2020 : objectifs de développement et politiques, 9<sup>ème</sup> réunion annuelle du Forum du Développement en Chine, CDF-OCDE, Beijing, Chine
- 26-28 mars 2008 - Semaine africaine de l'eau - Accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique, Ministres africains de l'eau, BAD, Tunis, Tunisie
- 31 mars-4 avril 2008 - Twenty-fifth Regional Conference for Africa (ARC), FAO, Nairobi, Kenya

sif de la plus meurtrière des drogues (93 % du marché mondial). A noter cependant que grâce à des mesures incitatives, le nombre de provinces ayant abandonné la culture de l'opium a doublé en un an tandis que d'autres provinces (nord ouest et frontière avec le Pakistan) ont vu cette culture littéralement exploser.

### L'article

**Pour établir de bonnes bases. Les premières étapes du processus d'accession de l'Afghanistan à l'OMC**  
OXFAM, n° 92, 2007, 11 p.

L'Afghanistan ne devrait pas rejoindre l'Organisation mondiale du Commerce trop précipitamment. Une accession rapide apporterait peu d'avantages et pourrait contrecarrer les efforts visant à réduire la pauvreté. Le pays va devoir planifier et négocier de façon scrupuleuse s'il veut éviter de devoir signer des engagements onéreux similaires à ceux imposés à d'autres pays très pauvres et s'il veut pouvoir profiter au maximum des avantages potentiels offerts par le système multilatéral. Vu la forte pauvreté de ce pays, ses efforts colossaux de reconstruction et ses problèmes de sécurité, toutes les parties impliquées dans le processus devraient promouvoir des modalités d'accession pro-développement appropriées pour l'Afghanistan, qui soient en accord avec son statut de PMA.

# Organisations

## CEDEAO

### L'ouvrage

#### Les mutations de l'intégration des Etats en Afrique de l'Ouest : une approche institutionnelle

Sall, A., 2007, 189 p. - Cote ZAO.024

Le regroupement institutionnel des Etats d'Afrique de l'Ouest est resté contrarié pendant de longues années par des obstacles de natures diverses. L'auteur revient sur ces difficultés d'intégration dans une perspective juridique, renouvelant ainsi de façon originale la réflexion autour des questions d'intégration internationale. Il analyse les mutations récentes de ces Etats, issues de la naissance ou de la renaissance d'organisations telles que l'UEMOA ou la CEDEAO. L'intégration est selon lui un enjeu majeur pour l'Afrique de l'Ouest, mais elle est aussi un processus à manier avec prudence : manifestations empruntées aux autres organisations internationales, certaines institutions ne sont pas forcément adaptées au cas de ces Etats et pourraient même nuire au développement d'une force internationale africaine.

### Le rapport web

#### Elargissement monétaire en Afrique de l'Ouest : la règle monétaire optimale pour la future banque centrale de la CEDEAO

Siri, A., 2007, 252 p.

Comme dans le cas de l'euro, ce projet d'union monétaire s'appuie sur le respect d'un certain nombre de critères de convergence. Les critères ont été assortis de délais de mise en œuvre relativement courts. Ces critères portent sur la stabilité des prix, la soutenabilité du déficit budgétaire, la réduction du recours aux financements de la banque centrale par les trésors publics, et la constitution de réserves de change suffisantes. Ils sont classés en deux catégories que sont les critères de premier et de second ordre. En avril 2002, la Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO) a été créée autour de cinq pays. Suite aux évaluations du processus de convergence interve-

nues en 2002, puis en 2005, les membres de la ZMAO ont repoussé à l'horizon 2011 le passage à la monnaie unique d'Afrique de l'Ouest. Cette thèse a souscrit à l'idée que l'optimalité de la zone monétaire n'était pas un préalable indispensable à l'unification des monnaies et donc à la conduite d'une politique monétaire commune.

### L'article

#### Zone CEDEAO : Intégration régionale en Afrique de l'Ouest, les chefs d'Etat tentent de lever les dernières contraintes politiques

Passerelle, n° 6, 2007, 2 p.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont tenu le 15 juin leur 32ème sommet à Abuja, la capitale politique du Nigéria. De nombreuses questions y ont été abordées au rang desquelles celles relatives à l'intégration régionale et à l'Accord de partenariat économique avec l'UE. En dépit des déclarations d'intention et des volontés affichées ces dernières années, d'importantes questions liées à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest sont encore au point mort. En effet, cinq ans après l'annonce de l'établissement d'une zone de libre-échange, initialement prévue pour 2004, suivie d'une union douanière totale en 2007 au plus tard, la situation reste la même. Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger les réglementations douanières des différents Etats membres qui n'ont pas évolué dans le sens d'une libre circulation des biens. Celle des personnes n'a pas connu un meilleur sort ; un ressortissant d'un pays membre ne peut ainsi actuellement séjourner que 90 jours sans visa dans un autre pays membre et rien n'est prévu à long terme.

# Organisations

## OTAN

### L'ouvrage

#### Quel avenir pour l'OTAN ?

Pascallon, P., 2008, 409 p. - **Cote R2.107**

L'Assemblée Nationale a organisé depuis 1994 plusieurs colloques et journées de réflexion sur l'Alliance Atlantique et l'OTAN, avec la contribution des meilleurs experts civils et militaires français et étrangers en la matière, sous l'égide du Club « participation et progrès ». Il est apparu, en effet, intéressant, voire indispensable selon les membres de ce Club, de reprendre à nouveau, compte tenu des évolutions en la matière, la réflexion sur l'Alliance Atlantique et l'OTAN, plus particulièrement à l'occasion du Sommet de Riga qui a eu lieu en novembre 2006.

### Le rapport web

#### L'Afghanistan et la transformation de l'OTAN

Andreychuk, R., 2007, 9 p.

Les opérations en Afghanistan demeurent la mission la plus importante et la plus ardue de l'Alliance. Elles engendrent et mettent à l'épreuve des processus voués à la transformation de l'OTAN, une transformation entamée peu après la fin de la Guerre froide. Le rapporteur fait brièvement le point sur la situation en Afghanistan et défend l'idée que l'Alliance doit mettre à profit les enseignements dont elle a pu bénéficier en insistant davantage sur la reconstruction après une intervention. Il souscrit donc à ses nouvelles orientations globales en matière de sécurité et suggère d'élaborer les politiques et les instruments requis pour faciliter la stabilisation dans le prolongement immédiat d'une intervention militaire.

### L'AGENDA

- 1er-31 mars 2008 - Réunion informelle du Comité du patrimoine mondial, UNESCO, Paris, France
- 3-28 mars 2008 - Conseil des Droits de l'Homme, HCDH, Genève, Suisse
- 6 mars 2008 - Réunion Reconstitution de l'AID 15, Banque mondiale, Paris, France
- 17 mars 2008 - Réformes structurelles en Europe, OCDE/FMI, Paris, France
- 4-8 avril 2008 - Assemblée annuelle-Banque inter-américaine de développement (BID), Miami, USA

### L'article

#### Élargissement de l'UE, PESD, OTAN : vers une géométrie variable ?

Roloff, R., Politique étrangère, 2007, 14 p.

La présidence allemande de l'Union européenne souhaite concentrer ses efforts sur deux espaces : les Balkans occidentaux et la région de la mer Noire, pour y appliquer la stratégie d'exportation de stabilité de l'Union européenne. Le concept de géométrie variable, tel qu'il est déjà développé, de fait, dans le cadre de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD), devrait être adopté comme référence : il autorise à dépasser le débat sur l'élargissement et ses impasses, et peut aider à définir une nouvelle entente transatlantique.

# Débats sur l'aide

## L'ouvrage

### A Farewell to Alms

Clark, G., 2007, 420 p. - Cote R3.166

Pourquoi une partie du monde est-elle riche tandis que l'autre est si pauvre ? Pourquoi la révolution industrielle - et la croissance économique sans précédent qui en est issue - est-elle intervenue au XVIIIème siècle en Angleterre et pas dans un autre endroit ni à une autre époque ? Pourquoi l'industrialisation n'a-t-elle pas enrichi toute la planète ? L'auteur suggère que la culture, et non pas l'exploitation, ni la géographie, ni les ressources, serait à l'origine de la richesse ou de la pauvreté des nations. Contrant la théorie dominante qui attribue le déclenchement de la Révolution industrielle au développement soudain au sein de l'Europe du XVIIIème siècle d'institutions économiques et politiques stables, l'auteur affirme que ces institutions existaient longtemps avant le début de l'industrialisation. Il défend l'idée que ces institutions ont graduellement conduit à des mutations culturelles profondes en encourageant les individus à abandonner leurs instincts de chasseurs - cueilleurs - violence, impatience et économie de l'effort - pour adopter des habitudes économiques : travail, rationalité et éducation. Le problème est que seules les sociétés qui ont une longue histoire de paix et de sécurité semblent développer les caractéristiques culturelles et la force de travail nécessaires au développement de la croissance. L'auteur décortique l'idée selon laquelle la géographie est déterminante dans le développement de la richesse des nations. Il s'inscrit en faux contre la théorie selon laquelle les sociétés pauvres peuvent se développer économiquement grâce à une intervention extérieure.

## Le rapport web

### Empirical Evidence on the New International Aid Architecture

Claessens, S. ; Cassimon, D. ; Van Camperhout, B., 2007, 55 p.

L'étude, qui porte sur la période 1970-2004, a pour objectif d'établir dans quelle mesure les modifications de l'architecture de l'aide internationale ont induit des changements de comportement au niveau international et au niveau national. Il en ressort que vers la fin des années 90, l'aide bilatérale répond davantage aux besoins économiques, à la qualité de la politique des pays bénéficiaires et de l'en-

## L'AGENDA

- 7-9 mars 2008 - Première réunion plénière du groupe Efficacité de l'aide, OCDE-CAD, Paris, France
- 8-9 mars 2008 - Conférence des stratégies du développement durable en Asie et dans le Pacifique, OCDE-CAD, UNESCAP, Bangkok, Thaïlande
- 10 mars 2008 – Réunion sur la poursuite des Objectifs du Millénaire en Afrique, Nations Unies, OCDE, New York, USA.
- 26-28 mars 2008 - 6ème Conférence de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, PNUD, Athènes, Grèce

vironnement institutionnel qu'à des facteurs liés à la dette, la dimension et les liens hérités du colonialisme. Dans l'ensemble il résulte de ces changements une plus grande sélectivité de l'allocation de l'aide, bien que les facteurs spécifiques de ce phénomène soient difficiles à identifier. De plus il existe de larges variations entre les critères d'allocation de l'aide parmi les bailleurs relatives à leur propre environnement institutionnel.

## L'article

### Financer le risque : un nouveau projet de coopération internationale. La couverture des risques pour accéder à des ressources financières : l'expérience du Fonds international de garantie (FIG)

Fino, D. / Vincent, F., *Autrepart*, n° 44, 2007, pp. 47-62

Les risques climatiques, économiques, politiques, etc. dans les pays en voie de développement peuvent très facilement anéantir les longs efforts entrepris par des acteurs économiques à la base et dissuader de potentiels nouveaux acteurs de se lancer dans des activités économiques. Compte tenu de la précarité des ressources et de leur marge de manœuvre limitée, ces acteurs peuvent difficilement couvrir les risques eux-mêmes. Les auteurs cherchent ici à mettre en évidence un champ, celui de la couverture du risque, où la coopération internationale au développement pourrait renforcer son rôle et renouveler son action. L'article fournit une illustration concrète d'un instrument (Fonds international de garantie - FIG) qui permet depuis plus de dix ans de faciliter, par l'octroi de garanties internationales, l'accès à ces services bancaires locaux pour des petits entrepreneurs.

## A ne pas manquer

### L'ouvrage

#### Les mondes chiites et l'Iran

MERVIN, S., 2007, 484 p. - Cote H7.102

L'actualité proche-orientale a propulsé sur la scène médiatique un chiisme dont la « montée », signalée comme une donnée géopolitique majeure au Moyen-Orient, est parfois appréhendée comme un nouveau « péril », en Occident et par certains régimes arabes. C'est ce contexte qui a popularisé l'expression de « croissant chiite » pour désigner et souvent stigmatiser, de l'Afghanistan au Liban, une série de zones chiites, articulées autour de l'Iran et susceptibles de former un bloc servant les intérêts de la République islamique d'Iran. A l'encontre de ce « croissant chiite », ce livre présente les « mondes chiites », au pluriel, dans toute leur complexité. De l'Afrique à la Chine, sans compter les diasporas, on trouve des groupes chiites duodécimains souvent minoritaires, parfois majoritaires. Par sa position géographique et son rôle dans l'histoire, l'Iran est au centre de ces mondes chiites, mais que signifie et que recouvre vraiment cette centralité ? Ce livre réunit des spécialistes des aires géographiques concernées. Il offre un parcours au cœur de ces contextes multiples, où être chiite ne correspond jamais exactement à une même réalité sociale et culturelle, malgré des références communes, doctrinales et politiques. L'exportation de la révolution, qui fut longtemps le paradigme de l'influence iranienne sur les mondes chiites, a fait son temps, même si dans certains cas, tel celui du Hezbollah libanais, son héritage est évident. Quel rôle joue réellement l'Iran dans les chiismes en construction, à Istanbul, Bakou, Boukhara et Tachkent, ou encore chez les chiites de Dakar ? Le « modèle iranien » n'est plus seulement, et, parfois plus du tout, celui d'un islam politique révolutionnaire.

### Le rapport web

#### Evaluation de l'impact sur le développement durable des accords de partenariat économique UE-ACP

Commission européenne, 2007, 104 p.

Ce document est une synthèse des principaux résultats, recommandations de politique et enseignements tirés de l'évaluation de l'impact sur le développement durable (EIDD) des Accords de partenariat économique (APE)

entre l'Union européenne et les pays ACP. Il a été élaboré à l'intention des négociateurs commerciaux et d'autres décideurs des pays ACP et de l'UE. L'EIDD a permis de dégager plusieurs conclusions et recommandations à l'intention des négociateurs et d'autres parties prenantes, permettant de s'assurer que les APE encouragent un développement durable en termes économiques, sociaux et environnementaux. En découlent douze recommandations considérées comme s'appliquant de façon générale aux diverses régions et pays des ACP. Les recommandations sont accompagnées d'une brève synthèse des enseignements tirés tout au long de l'EIDD.

### L'article

#### La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ?

Cassiers, I. ; Delain, C., *Problèmes Economiques*, n° 2938, janvier 2008, pp. 3-10

En dépit d'une croissance économique continue, la « satisfaction de vie » des Occidentaux stagne depuis 30 ans au moins. Les économistes qui ont inscrit cette question sur leur agenda le savent parfaitement. Cette divergence entre la progression des revenus et du produit intérieur brut (PIB) par habitant, d'une part, et du bien-être, c'est-à-dire l'évaluation subjective de sa satisfaction personnelle, d'autre part, s'explique par deux facteurs principaux. D'abord, toute richesse est relative : au fil de la croissance économique, les aspirations personnelles sont constamment relevées à la hausse. Ensuite, la richesse n'est pas tout : le bien-être personnel dépend également de quantité de facteurs plus ou moins éloignés de la croissance économique proprement dite comme les risques de la vie quotidienne, les conditions de travail, le lien social, la santé, l'environnement ou la qualité de la gouvernance.

### Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Aires protégées, nanotechnologie
- GEOGRAPHIES : Haïti, TAP
- ORGANISATIONS : OPEP, DFID

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Directeur de la publication :** Jean-Michel SEVERINO

**Responsable de la rédaction :** Véronique SAUVAT

**Coordination :** Sylvie SCIANCALEPORE, Véronique SAUVAT

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

**Graphisme :** Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43